

nous voyons régulièrement nos leaders politiques côtoyer des dignitaires communistes et nous nous sentons davantage responsables à l'égard des victimes de tels abus. Parallèlement, l'assainissement du climat international a amené les défenseurs des droits de la personne en Union soviétique à plaider ouvertement leur cause. Ils ont profité de leur accès aux médias occidentaux pour faire connaître leurs activités et ainsi se ménager une certaine protection contre les représailles de leur gouvernement.

De surcroît, la question des droits de la personne a été poussée à l'avant-scène de la diplomatie Est-Ouest par une opinion publique qui incitait les gouvernements occidentaux à essayer de venir en aide aux dissidents. L'Occident l'a inscrite à l'ordre du jour de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et a réussi à faire incorporer dans l'Acte final des dispositions contre la violation des libertés individuelles fondamentales. A la réunion de Belgrade, on a procédé à la vérification de la mise en œuvre de ces garanties. Entre temps, la nouvelle administration américaine avait explicité sa position sur la question des droits de la personne. Ce sujet est ainsi devenu l'un des volets centraux des relations Est-Ouest.

Si les progrès de la détente et le respect des droits de la personne sont étroitement liés, ils ne se confondent pas pour autant. L'activité des dissidents en Union soviétique a été facilitée par un meilleur climat entre l'Est et l'Ouest, mais elle avait pris racine en Union soviétique et n'avait pas été, comme le prétendent certains critiques communistes, inspirée par l'Occident. Parallèlement, l'Occident cherchait au départ dans la détente un moyen de diminuer les risques d'affrontement nucléaire; tout avantage qui a pu en découler pour les droits de la personne est venu par surcroît. D'ailleurs, la détente ne peut servir à promouvoir la liberté dans le monde communiste au delà de limites bien arrêtées. Les contraintes tiennent d'une part à la nature de l'équilibre actuel des pouvoirs et, de l'autre, au système de valeurs auquel nous souscrivons dans le monde démocratique.

#### Limites de notre action

Face à l'équilibre des forces dans le monde aujourd'hui, l'aptitude des démocraties occidentales à influencer sur les politiques soviétiques, notamment internes, reste très circonscrite. Le président Carter l'a reconnu sans détours lorsqu'il a souligné qu'il ne pouvait envoyer ses forces armées en URSS pour tenter de modifier les mécanismes internes du gouvernement soviétique. Les Russes résisteraient, avec tous les moyens à leur disposition, à toute tentative que pourrait faire l'Occident pour leur dicter une ligne de conduite. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'étonner, car nous aurions la même réaction. De toute évidence, il serait insensé de courir le risque d'un holocauste nucléaire pour faire respecter les droits de la personne

car, dans une telle éventualité, oppresseurs et opprimés seraient anéantis.

Notre première obligation envers l'humanité est de réduire le danger d'une guerre nucléaire. Au minimum, la détente doit comporter des négociations avec l'Union soviétique afin de limiter la course aux armes nucléaires et la prolifération dans ce secteur et de contenir tout affrontement classique qui pourrait dégénérer en conflit nucléaire. Comme nous le rappelait récemment Marshall Shulman dans *Foreign Affairs*, il faut poursuivre assidûment ces objectifs, car ils sont valables en soi, qu'il y ait ou non d'autres retombées bénéfiques.

De toute façon, même si nous pouvions changer le système soviétique par la force, il nous faudrait résister à cette tentation. La démocratie ne peut être imposée de l'extérieur, elle doit prendre racine dans le milieu ambiant. Les traditions politiques russes sont fort différentes des nôtres. Durant des siècles, le peuple soviétique a vécu sous le signe de l'autocratie; les notions de liberté individuelle, d'égalité devant la loi et d'autodétermination lui sont donc généralement étrangères. Les citoyens soviétiques compensent l'absence de telles libertés par la fierté qu'ils tirent des réalisations de leur État. Ils sont très fiers de voir que leur pays est l'une des deux grandes superpuissances dans le monde aujourd'hui. Ils n'aiment pas que les étrangers critiquent leur système et il est improbable qu'ils acceptent, particulièrement sous la contrainte, des modèles qui viennent d'ailleurs. Si la démocratie doit prévaloir un jour en Union soviétique, elle prendra une forme aussi différente des institutions politiques anglo-américaines que les systèmes démocratiques de la France ou du Japon.

Il ne s'ensuit pas qu'il n'y ait eu aucun progrès en URSS au cours du dernier quart de siècle. La société soviétique est aujourd'hui très différente de ce qu'elle fut durant l'époque stalinienne. Nos nombreux contacts avec les dissidents tendent à fausser notre perception de la réalité soviétique – nous minimisons les changements positifs et nous nous attachons aux éléments autocratiques qui se perpétuent. Or, la présence même des dissidents témoigne d'une évolution substantielle. Sous Staline, Soljenitsyne ne serait pas en Occident pour nous parler de l'Archipel de Goulag et Sakharov aurait disparu pour de bon après avoir tenu sa première conférence de presse à Moscou.

La valeur intellectuelle, la détermination et le grand courage des défenseurs des droits de la personne en Union soviétique suscitent à bon droit notre admiration, mais celle-ci ne doit pas nous masquer la réalité. Les dissidents ne représentent malheureusement pas l'opinion de la majorité; ils ne sont qu'un élément marginal de la vie politique en URSS. Leur nombre est insignifiant et a même diminué récemment par suite de l'émigration forcée de certains et de nombreuses arrestations. Leur influence auprès de leurs concitoyens est négligeable – d'ail-